

REÇU LE 29 OCT. 2019

BSCA (Brussels South Charleroi Airport) SA  
Lambrechts Patrick  
rue des Frères Wright, 8  
6041 Gosselies

Charleroi, le

28 OCT. 2019

**OBJET : Demande de permis d'urbanisme – Décision du Fonctionnaire délégué.**

**Commune :** CHARLEROI

**Projet :** Montage d'une œuvre d'art soutenant un dispositif publicitaire de 24m<sup>2</sup>  
double face éclairé de l'intérieur sur le rond-point de la route principale.

**Adresse du bien :** Rond-point de la route principale du domaine de l'aéroport de  
Charleroi à 6041 GOSSELIES

**Références cadastrales :** /

**Demandeur :** BSCA (Brussels South Charleroi Airport) SA (Patrick Lambrechts)

Monsieur,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de  
permis visée sous objet.

J'adresse par même courrier, un exemplaire de la présente décision au Collège  
communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Le Fonctionnaire délégué,**



Raphaël STOKIS  
Directeur





# Wallonie

## OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

Nos réf : F0414/52011/UFD/2019/50/**2071632**

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code) ;

Vu le livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Considérant que la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport), représentée par Monsieur Patrick Lambrechts, a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis au rond-point de la route principale du domaine de l'aéroport de Charleroi à 6041 GOSSELIES et ayant pour objet le montage d'une œuvre d'art soutenant un dispositif publicitaire de 24m<sup>2</sup> double face éclairé de l'intérieur sur le rond-point de la route principale ;

Vu que cette demande a été introduite le 03/06/2019 ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 19/06/2019 ;

Considérant que le projet se situe dans un périmètre de reconnaissance économique ; que selon le prescrit de l'article D.IV.22, 6°, le fonctionnaire délégué est autorisé compétente ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique (Arrêté royal du 10/09/1979 (établissement du plan de secteur)) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : " Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans un Régime d'assainissement collectif (RAC) de 2000 EH et plus ;

Considérant que le bien se situe dans une Zone ne nécessitant pas une épuration ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre SCD\_schéma directeur GOSSELIES, statut : adoption définitive (arrêté du 17/11/1987) ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 19/06/2019 et transmis en date du 18/07/2019, est favorable conditionnel et libellé comme suit :

*« ... Si une grue est érigée lors du chantier, veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071 251 212) au moins une semaine à l'avance. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage ;*

Considérant que l'avis de SKEYES, sollicité en date du 19/06/2019 et transmis en date du 31/07/2019 est favorable conditionnel et mentionne ce qui suit :

*« ... L'utilisation éventuelle de grues d'une hauteur supérieure à 10 m AGL doit faire l'objet d'une demande séparée, qui doit être soumise au service urbanisme de Skeyes au plus tard 1 mois avant le début des travaux.*

*Skeyes fournit à cet effet un formulaire de demande standard, qui doit être rempli correctement et envoyé à [urba@skeyes.be](mailto:urba@skeyes.be).*

*Voir : <http://www.skeyes.be/fr/services/urbanisme/grues-et-installations-temporaires/>. » ;*

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 19/06/2019 et transmis en date du 18/07/2019, est défavorable pour les raisons suivantes :

*« ...*

*Considérant que la demande est lacunaire concernant l'éclairage led projeté et son intensité ; qu'il n'est nullement précisé si ce dernier sera placé en périphérie du dispositif publicitaire ou sur toute sa superficie ;*

*Considérant qu'au regard du contexte urbanistique, le placement d'un dispositif publicitaire à éclairage led n'est pas susceptible de trouver intégration optimale ;*

*Considérant, pour rappel, qu'il existe un règlement communal prenant des dispositions relatives au placement d'enseignes et dispositifs de publicité réalisés au moyen d'un écran à diodes électroluminescentes (LED) a été arrêté par le Conseil communal du 18 juillet 2011 et est entré en application à la publication faite le 08 août 2011 ; que le projet ne rencontre pas les critères repris en son article 3 lequel stipule :*

*'La superficie d'un dispositif publicitaire ne peut dépasser 5m² lorsqu'il est visible depuis une voirie dont la vitesse est limitée à 70km/h' ;*

*Considérant que le rond-point sur lequel viendra s'établir ce dernier est situé sur la Nationale 568, dont la vitesse de 90 km/h maximale passe à une vitesse limitée à 70 km/h à proximité du rond-point ; qu'à hauteur du dispositif, il est clair que la vitesse des automobilistes est d'autant plus réduite ; que dès lors, un dispositif de 24 m² serait susceptible de constituer une source de nuisances et d'insécurité par distraction et éblouissement des usagers de la route, cela constituant un facteur de risques d'accident non négligeable ;*

*Considérant que le projet n'est pas adapté aux caractéristiques urbanistiques de son environnement ; que le dispositif publicitaire présente un dimensionnement trop important ; que les éléments décoratifs projetés n'améliorent en rien le dispositif ;*

*Considérant, pour conclure, que le territoire de la Ville de Charleroi est déjà inondé de messages publicitaires en tout genre ; que ceux-ci ne font qu'accentuer la cacophonie visuelle ; qu'il n'y a pas lieu d'en accepter davantage. » ;*

Considérant que l'avis de l'AWaP - Direction opérationnelle Zone Ouest, sollicité en date du 19/06/2019 et transmis en date du 08/07/2019, est favorable ;

Considérant que l'avis de la SPW ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, sollicité en date du 19/06/2019 et transmis en date du 12/07/2019, est favorable ;

Considérant que le projet consiste au placement d'un dispositif publicitaire au cœur d'un rond-point situé sur la N568, à proximité de l'aéroport de Charleroi ; qu'il s'agira d'un dispositif double face de type backlight présentant une largeur de 8 m sur 3 m de hauteur, le tout élevé à 1,50 m du sol ; qu'il sera fait usage de 2 poteaux et d'un caisson en acier ; qu'il sera constitué d'un panneau composit sur la majeure partie du caisson précité avec divers intitulés et inscriptions, notamment le logo de l'aéroport de Charleroi ; que le fond sera bleu avec un lettrage de ton blanc ; qu'une partie sera en lettrage bleu entouré d'un fond blanc ; que, de part et d'autre de ce dispositif, des éléments décoratifs en acier Corten seront placés ; que ceux-ci auront une hauteur allant de 3,31 m minimum à 4,50 m maximum ;

Considérant que l'article D.II.32 du Code précité stipule que « La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement. A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre » ;

Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est mise en œuvre dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropole », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropole » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCE a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme à la zone ;

Considérant qu'il s'agit de la mise en place d'un dispositif publicitaire de 24 m<sup>2</sup> de surface pour l'aéroport de Charleroi ; que ce dispositif présente des dimensions, certes, non négligeables mais que les proportions ne sont pas démesurées par rapport au rond-point sur lequel il est envisagé de le placer ; qu'en réponse à l'avis défavorable du Collège communal, le système d'éclairage proposé consiste en un rétroéclairage et donc un éclairage de l'intérieur ; qu'au vu du fond bleu, les LED permettraient de faire ressortir et de mettre en avant les zones blanches composant le panneau composit de manière à marquer un certain contraste et d'être clairement perceptible la nuit ; que, de plus, le message publicitaire est clairement visible ; que celui-ci ne sera pas source de nuisance, d'autant plus que, comme précisé dans l'avis du Collège à l'approche du rond-point les véhicules sont à vitesse réduite voire nulle ; que, bien que le dispositif tel que proposé est important, le message publicitaire est rapidement décelé ; qu'il n'y a pas lieu de s'y attarder ; que la cacophonie visuelle engendrée par les enseignes et/ou dispositifs publicitaires, mentionnée dans ce même avis, est pertinente pour le Centre-Ville de Charleroi ; qu'en l'espèce, la zone concernée par la demande, isolée, ne contient qu'un panneau publicitaire en partie latérale de la route ; que le panneau projeté ne viendra en rien accentuer un certain désordre visuel ;

Considérant que, cependant, l'article D.IV.80 § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> du Code stipule que les permis d'urbanisme pour le placement d'enseignes ou dispositifs publicitaires sont à durée limitée ; que ce permis est donc délivré pour une durée maximale de 10 ans ;

Considérant qu'au vu du contexte environnant pauvre en construction et des tons proposés ainsi que moyennant le respect des conditions établies par Skeyes, la Direction de l'Aéroport de Charleroi et celle mentionnée supra, le projet peut être autorisé ;

Pour les motifs précités,

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : Le permis d'urbanisme sollicité par la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport) (Patrick Lambrechts) est **octroyé aux conditions suivantes :**

- Le dispositif publicitaire est autorisé pour une durée limitée à la durée de l'activité avec un maximum de 10 ans à dater de la présente décision ; à la fin de l'activité ou au terme des 10 ans le dispositif sera démonté ;
- Respecter les remarques émises dans l'avis de Skeyes et de l'aéroport de Charleroi reprises ci-dessus ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

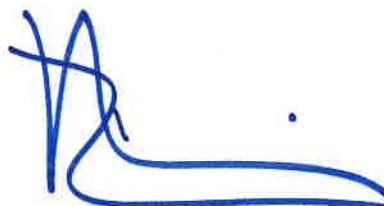
Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

**28 OCT. 2019**

A Charleroi, le.....

**Le Fonctionnaire délégué,**



**Raphaël STOKIS**

**Directeur**

**EXTRAITS DU CODE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL****VOIES DE RECOURS**

Art. D.IV.63

§ 1er. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi **à l'adresse du directeur général de la DGO4** dans les trente jours :

- 1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62;
  - 2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, § 1er ou § 2;
  - 3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48;
  - 4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.
- Le recours contient **un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement**, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n°2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe. (...).

Art. D.IV.64

Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n°2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65

Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 :

- 1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;
- 2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :
  - a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;
  - b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;
  - c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;
  - d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;
  - e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.

Le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 reproduit le présent article.

Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

**AFFICHAGE DU PERMIS**

Art. D.IV.70

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

**NOTIFICATION DU DEBUT DES TRAVAUX**

Art. D.IV.71

Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

**INDICATION DE L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES**

Art. D.IV.72

Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

**CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS OU DES CHARGES D'URBANISME ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE****Art. D.IV.74**

Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

**Art. D.IV.75**

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

**PEREMPTION DU PERMIS****Art. D.IV.81**

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

**Art. D.IV.82**

Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

**Art. D.IV.83**

Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

**Art. D.IV.84**

§ 1<sup>er</sup>. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

§ 2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis d'urbanisme détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

§ 4. À la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

**Art. D.IV.85**

La péremption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

**Art. D.IV.86**

Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péremption du permis est concomitamment suspendu.



## Art. D.IV.87

Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'État ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption.

**SUSPENSION DU PERMIS**

## Art. D.IV.88

Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas desdites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

## Art. D.IV.89

Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

- 1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du patrimoine.
- 3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

## Art. D.IV.90

Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

**RETRAIT DE PERMIS**

## Art. D.IV.91

Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants:

- 1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62 ;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine
- 3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

**CESSION DU PERMIS**

## Art. D.IV.92

§1°. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§2. À défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

**RENONCIATION AU PERMIS**

## Art. D.IV.93

§1°. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.

§2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.

§3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Service Public de Wallonie - DGO4  
Direction extérieure de CHARLEROI  
Monsieur Raphaël STOKIS,  
Fonctionnaire délégué  
rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Nos réf. : F0414/52011/UFD/2019/50//**2071632**

Objet : Montage d'une œuvre d'art soutenant un dispositif publicitaire de 24m<sup>2</sup> double  
face éclairé de l'intérieur sur le rond-point de la route principale

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....

domicilié(e)(s) à .....

détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui  
suit:

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège  
Communal de ....., le .....

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



Coordonnées de l'expéditeur :

.....  
.....  
.....

Le .....

Administration communale  
Au Collège Communal  
De et à

6000 CHARLEROI

Vos réf. :

Objet : Montage d'une œuvre d'art soutenant un dispositif publicitaire de 24m<sup>2</sup> double face éclairé de l'intérieur sur le rond-point de la route principale

<b>AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX</b>
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s) .....

domicilié(e)(s) à .....

détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

**Date de début des travaux :** .....

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le .....

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

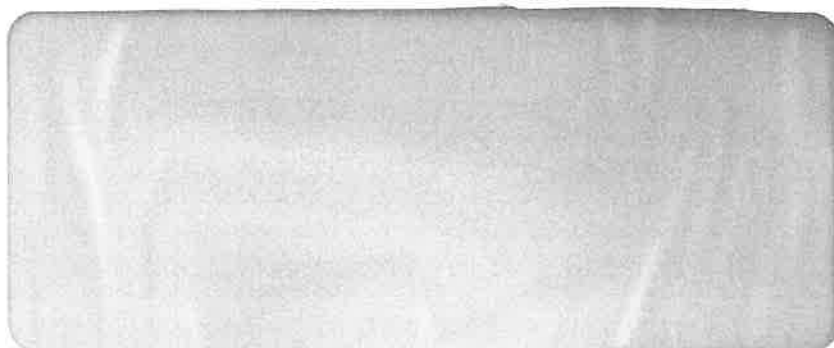


**Service public de Wallonie**

**Direction du Hainaut II**  
Rue de l'Ecluse 22  
B-6000 CHARLEROI



RR



*[Handwritten signature]*

